

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI



SADC AUJOURD'HUI Vol. 16 No 5 Août 2014



Réajustement des priorités de la SADC - Révision du RISDP

par Joseph Ngwawi

LA SADC a complété le processus de révision du Plan Régional Stratégique Indicatif pour le Développement (RISDP) et le document provisoire révisé sera présenté au Conseil des Ministres durant le 34^{ème} Sommet Ordinaire, au Zimbabwe.

Le RISDP est un plan de 15 ans approuvé par les États Membres de la SADC en 2003 en tant que plan directeur pour l'intégration régionale et le développement, et la révision vise à habilitier la SADC à concrétiser son programme d'intégration et de développement en réalignant les projets de développement de la région avec les dynamiques globales émergentes et en recentrant sur des interventions critiques et réalistes.

Le RISDP fut développé suite à une décision du Sommet SADC des Chefs d'États et de Gouvernement en 1999, à Maputo, Mozambique visant à réorganiser et rationaliser le Programme SADC d'Action en vue d'augmenter l'efficacité et l'efficacité du Programme Commun de la SADC pour poursuivre ses objectifs principaux: i.e. parvenir au développement durable et réduire la pauvreté.

En exécution de cette décision, le RISDP a identifié les domaines prioritaires de coopération et intégration régionales: Commerce et libéralisation économique; Infrastructure régionale et services de développement pour l'intégration

régionale; Sécurité Alimentaire et gestion jointe des ressources naturelles transfrontalières; Développement social et humain: et Questions intersectorielles, y compris la problématique des sexes et le développement; le VIH et SIDA; la science et technologie; l'environnement durable; le secteur privé; et les statistiques.

En 2007, suite à la réalisation que les priorités du RISDP excédaient la capacité des États Membres à financer les programmes de coopération et intégration régionales, se traduisant par une hausse du budget du Secrétariat SADC, le Conseil des Ministres a approuvé une redéfinition des priorités des programmes SADC et une structure pour la réattribution des ressources afin de se conformer à la décision du Sommet sur la révision des opérations et institutions SADC visant à améliorer l'efficacité et augmenter l'efficacité.

Les priorités révisées ont été identifiées comme suit: Libéralisation commerciale/économique et développement; Infrastructure en soutien à l'intégration régionale; Coopération pour la Paix et la Sécurité (en tant que conditions préalables pour atteindre le programme d'intégration régionale); et Programmes spéciaux de dimension régionale, englobant le développement de l'éducation et des ressources humaines; la santé, le VIH et SIDA et autres maladies transmissibles; la sécurité alimentaire et les ressources naturelles

suite page 2...



POLITIQUE	3
COMMUNAUTÉ	4
STRUCTURE	5
INFRASTRUCTURE	6-7
DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL	8-9
ÉNERGIE	10
AGRICULTURE	11
COMMERCE	12
PAIX & SÉCURITÉ	13
ÉLECTIONS	14
ÉVÈNEMENTS	15
L'HISTOIRE AUJOURD'HUI	16

Réajustement des priorités de la SADC - Révision du RISDP

transfrontalières; les statistiques; la parité des sexes; la science, la technologie et l'innovation; et la recherche et le développement.

Depuis 2010, le plan a fait l'objet d'un processus de révision, en commençant par une révision interne entreprise par le Secrétariat de la SADC en 2011.

L'évaluation interne a analysé la performance de la SADC et a identifié les difficultés rencontrées ainsi que les leçons apprises durant l'exécution du RISDP de 2005 à 2010. L'évaluation a formé la base d'une révision à mi-parcours entre 2012 et 2013.

En août 2013, le Conseil des Ministres a demandé au Secrétariat de la SADC de travailler avec les États Membres dans l'instauration d'un groupe de travail multipartite avec pour responsabilité de finaliser le processus de révision du RISDP.

En 2014, le groupe de travail a tenu une série de réunion afin de proposer de nouvelles priorités; principaux domaines d'intervention, repères; résultats; objectifs et délais pour le reste de la période d'exécution.

Il s'est également réuni pour proposer des stratégies pour l'exécution du RISDP; recommander d'autres stratégies et des structures de mise en oeuvre qui peuvent renforcer son exécution, y compris une structure institutionnelle et juridique appropriée; et un mécanisme de ressource durable, ainsi qu'un mécanisme de supervision et d'évaluation pour le reste de sa période d'exécution.

Le résultat de ce travail est la proposition du RISDP Révisé (2015-2020) qui a été examiné par les États Membres ainsi que par le biais de groupe de sessions sectorielles et ministérielles.

Le document final sera présenté au Conseil des

Ministres en août pour approbation.

Le groupe de travail a reconnu que la vision SADC, les principes, les buts, les objectifs, et le Programme Commun – tels que consacrés dans le Traité et re-stipulés dans le RISDP – n'ont pas changé. Il est reconnu que les pays de la SADC demeurent déterminés à mener à bien l'intégration qui vise à parvenir à l'éradication de la pauvreté et au développement durable.

Il a pris en compte les expériences et les leçons apprises ainsi que les nouveaux développements qui ont eu lieu depuis 2007 lorsque le Conseil des Ministres a re-hiérarchisé les priorités régionales lors d'une session à Lusaka. A l'époque, la logique pour la réattribution était d'aiguiser le focus de la mise en oeuvre du RISDP et d'établir une structure afin d'allouer des ressources pour un plus grand impact.

Le groupe de travail a noté que malgré les accomplissements réalisés dans l'exécution du programme d'intégration régionale, les attentes du plan directeur régional ont dépassé la capacité du Secrétariat de la SADC et des États Membres d'exécuter tous les objectifs durant une période spécifiée.

Il est estimé que les taux d'exécutions entre 2005 et 2010 en termes de réalisation des objectifs stipulés vont de 65 pourcent pour la Libéralisation Commerciale/ Économique et le Développement; 64 pourcent pour la Sécurité Alimentaire et l'Environnement; et 60 pourcent pour le Soutien dans l'Infrastructure pour l'Intégration Régionale et l'Éradication de la Pauvreté.

D'autres secteurs opérant dans des domaines où les résultats ne deviennent clairement visibles que sur de longues périodes, ont de plus grands pourcentages d'accomplissement partiel, tels

que le Développement Social et Humain et les Programmes Spéciaux avec 38 pourcent des objectifs réalisés et 46 pourcent partiellement réalisés; ou des questions intersectorielles avec 14 pourcent d'objectifs réalisés et 68 pourcent partiellement réalisés.

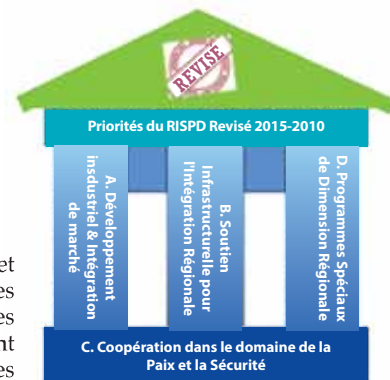
Quelques accomplissements remarquables réalisés dans le commerce, l'industrie et les finances ont contribué au processus d'intégration de la région bien que la mise en place du Protocole sur la Zone de Libre Échange SADC soit encore limitée. On note les cas d'États Membres revenant sur leurs engagements afin de se conformer aux conditions préalables de la FTA.

L'un des problèmes majeurs à affronter dans ce domaine particulier, mais également à travers un éventail de domaines couverts par le RISDP, se rapporte souvent au manque de capacité pour efficacement superviser la mise en place des protocoles convenus pour garantir la conformité aux engagements.

De ce fait et en raison de retards et de déficiences de ressources, certains objectifs initiaux du RISDP ne sont pas considérés dans le RISDP révisé.

Par exemple, l'Union des Douanes a été reportée pour le reste de la période du RISDP et des résultats ciblés plus réalistes seront exécutés pour faciliter l'établissement éventuel de l'UD ainsi que d'autres étapes visant l'intégration régionale.

Le développement de l'infrastructure demeure une haute priorité, nécessitant un travail préparatoire considérable effectué pour développer les politiques habilitantes, les systèmes et les processus qui faciliteront grandement la préparation du projet ainsi que d'aider à attirer les investissements du secteur privé et promouvoir les partenariats publiques-privés.



La sécurité alimentaire et la réduction de la vulnérabilité seront également une priorité et dépendent de politiques et pratiques agricoles ainsi que sur l'accessibilité à l'alimentation en termes de disponibilité et de ses prix.

L'usage durable et la préservation de l'environnement et des ressources naturelles sont donc essentiels ainsi que de prendre en compte le changement climatique dans la formulation des programmes agricole et la sécurité alimentaire.

Des progrès ont également été faits dans des domaines relatifs au développement social et humain et le RISDP révisé reconnaît que le développement de la région ne peut se produire que si la main d'oeuvre est saine et capable de fonctionner à tous les niveaux qui rendent les progrès possibles, de même si les décideurs et les leaders des secteurs publics et privés sont expérimentés.

Bien que des efforts aient été faits dans l'intégration de la problématique des sexes au niveau de politiques, le plan directeur révisé reconnaît qu'il reste encore beaucoup à faire pour que ces politiques soient traduites en action.

Les questions émergentes qui fournissent de nouvelles opportunités pour le développement économique et social ont également été prises en compte dans ce plan.

Un des exemples de telles questions émergentes sont l'utilisation des ressources marines ou du concept de l'économie bleue pour les États Membres ayant accès à la mer, et aux avantages spéciaux dérivés de la jeunesse de la population de la région. □

Approbation de la politique SADC provisoire sur la migration de la main d'oeuvre

LA SADC a approuvé une structure politique provisoire sur la migration de la main d'oeuvre qui cherche à promouvoir une bonne gestion du mouvement intra-régional des travailleurs pour le bénéfice des pays d'origine et bénéficiaires ainsi que pour les travailleurs migrants.

La politique provisoire fut entérinée par les ministres SADC responsables du travail lors de la session tenue en juillet aux Chutes Victoria, Zimbabwe.

La structure politique vise à promouvoir;

- Le développement et la mise en oeuvre des politiques

nationales sur la migration du travail;

- Les accords multilatéraux et bilatéraux du travail pour le bénéfice des personnes travaillant ou ayant l'intention de travailler dans le territoire d'un autre État Parti;
- Les droits des travailleurs migrants;
- La protection des travailleurs migrants sur le lieu de travail et dans les communautés;
- L'harmonisation et la standardisation des politiques de migration de la main d'oeuvre; et
- L'intégration des données sur la migration de la main

d'oeuvre intra-régionale dans les Systèmes d'Information SADC du Marché du Travail SADC.

Dans son discours aux ministres, la Vice-Présidente Zimbabweenne, SE J.T.R. Mujuru, a exhorté la SADC à aborder la question du lourd chômage des jeunes, qui affecte le développement de la région.

Les jeunes composent la majorité de la population de la SADC, et continuent cependant d'être affectés par les taux élevés de chômage dans la région.

Mujuru expliqua que la SADC et ses partenaires sociaux devraient continuer à travailler

ensembles aux niveaux national et régional afin d'améliorer l'existence de la population dans la région.

Les ministres ont également considéré et approuvé la Révision provisoire du Plan Régional Stratégique Indicatif pour le Développement, prenant note de ses accomplissements clés qui incluent le développement d'un Programme SADC pour le Travail Décent (2013-2019) afin de guider les pays vers la promotion de la création de l'emploi, les standards de travail, le dialogue social et la protection sociale dans la région. □

Nécessité de recherches sur les problèmes de parité des sexes

LES MINISTRES responsables de la problématique des sexes et de la condition féminine dans la région SADC ont chargé les États Membres à entreprendre une recherche détaillée qui explore les obstacles importants qui continuent d'entraver l'élévation des femmes dans les positions politiques et de prise de décision.

La recherche est supposée recommander des stratégies pour aborder les difficultés auxquelles les femmes sont confrontées dans les positions de prise de décision dans la région.

Les ministres ont encouragé les États Membres à mettre en place des législations, des politiques et des stratégies pour garantir une représentation équitable des femmes dans les positions politiques et de prises de décision. Durant leur session à Lilongwe, Malawi en juillet, ils ont constaté que les progrès vers la parité des sexes dans la région sont inconsistants et régressifs.

Selon le *Suivi SADC 2013 sur la Parité des Sexes (SADC Gender Monitor 2013)* sorti lors du 33^{ème} Sommet SADC tenu au Malawi, la représentation des femmes au Sénat va de plus de 40 pourcent aux Seychelles et en Afrique du Sud à environ 10 pourcent au Botswana et en République Démocratique du Congo.

La moyenne de représentation SADC des femmes au parlement

était de 25,8 pourcent à la mi-2013, marginalement jusqu'à 20,6 pourcent en 2005 et 23 pourcent en 2011, mais encore inférieur à l'objectif de 50 pourcent pour 2015.

Avec l'approche de l'échéance de 2015 pour la parité des sexes dans les structures de prise de décision, seuls six pays de la SADC sont nettement proches de l'objectif de parité au parlement, ayant atteint le seuil de 30 pourcent précédemment fixé par les dirigeants régionaux pour la représentation des femmes.

Il s'agit Des Seychelles à 43,8 pourcent de représentation des femmes en 2012, l'Afrique du sud

(41,3 pourcent), le Mozambique (39,2 pourcent), la Tanzanie (36 pourcent) et l'Angola (34,1 pourcent). Depuis les élections de juillet 2013, le Zimbabwe a atteint 31,5 pourcent de représentation à l'Assemblée Nationale et 47,5 pourcent de représentation féminine au Sénat.

Les ministres ont exhorté les États Membres à accélérer les efforts pour concrétiser les engagements pris dans le Protocole SADC sur la Problématique des Sexes et le Développement.

Le Président Malawien, Peter Mutharika, qui a officiellement ouvert la session des ministres, a encouragé les États Membres "à

accélérer la concrétisation des efforts vers l'accomplissement de changements concrets et transformateurs dans la vie des femmes et des filles de notre région."

Le protocole est entré en vigueur en début 2013 suite à la ratification de l'instrument par les deux-tiers requis des États Membres.

Le ministre a considéré et approuvé la révision du Plan Régional Stratégique Indicatif pour le Développement (RISDP) (2015-2020) et a fortement recommandé que la problématique des sexes soit intégrée dans tous les secteurs de l'intégration régionale. □

Révision des objectifs de convergence macroéconomique

LES ETATS Membres de la SADC ont convenu d'examiner les objectifs de convergence macroéconomique afin de les aligner aux changements dans la dynamique régionale.

La décision de réviser les objectifs fut concrétisée durant une session jointe du Groupe de travail SADC sur l'Intégration Economique Regionale et la Commission des Gouverneurs de Banque Centrale tenues en juillet à Gaborone, Botswana afin de discuter des problèmes relatifs au programme d'intégration économique régionale.

"Entre autres questions, la session jointe a convenu de réviser les objectifs de convergence macroéconomique en particulier, d'examiner les objectifs d'inflation fixés à trois pourcent à un registre de 3-7 pourcent," déclare le groupe de travail et le CGBC dans un communiqué joint.

La session a également convenu de maintenir les objectifs actuels pour le déficit fiscal et la dette publique, à trois pourcent du Produit Intérieur Brut et 60 pourcent du PIB respectivement pour le reste de la période du RISDP.

Les États Membres de la SADC ont convenu en 2002 qu'afin de parvenir à et maintenir la stabilité macroéconomique, ils devaient s'accorder sur les politiques économiques axées sur la stabilité à mettre en place grâce à une structure et un cadre institutionnel viables. □



SADC – Une communauté régionale partagée

par Kizito Sikuka

LE PARCOURS a été long mais indispensable.

A partir d'une série de consultations tenues à la fin des années 70 par les représentants des États de la ligne de front pour forger une alliance plus étroite, l'Afrique australe put finalement former une organisation régionale vibrante, la Conférence pour la Coopération et le Développement de l'Afrique Australe (SADCC) en 1980, qui devint plus tard la communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC) en 1992.

Initialement composée de neuf pays (Angola, Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Swaziland, République Unie de la Tanzanie, Zambie et Zimbabwe), la SADC s'est accrue à 15 états membres et compte aujourd'hui la République Démocratique du Congo (RDC), Madagascar, l'Île Maurice, la Namibie, l'Afrique du Sud et Les Seychelles.

Une coopération plus étroite entre les 15 États Membres a permis à la région de franchir plusieurs étapes importantes visant à avancer la liberté politique en une indépendance socio-économique plus large qui garantit une meilleure qualité de vie pour sa population.

Par exemple, la région a éliminé les barrières coloniales en ouvrant ses frontières pour encourager la libre circulation de produits, de services et de la population.

Ce développement a amélioré le commerce intra-régional et facilité le mouvement de personnel compétent dans la région, ainsi que de renforcer les échanges entre personne.

Contrairement au passé, il est désormais possible pour les citoyens de la SADC de circuler librement au sein de la région sans obtenir de visa, puisque la majorité des pays ont signé des

accords bilatéraux afin d'éliminer entre eux toutes mesures contraignantes.

Sur le plan économique, les citoyens de la SADC ont aujourd'hui accès à de meilleurs produits à des tarifs plus abordables en raison de l'application du Protocole SADC sur le Commerce adopté en 2000 et du lancement de la Zone SADC de Libre Échange (FTA) en 2008.

Grâce à la FTA, les producteurs et les consommateurs en Afrique australe ont bénéficié d'un commerce hors-taxe pour tous les produits originaires de la région.



Depuis 2008, plus de 85 pourcent de tous les articles produits et vendus dans la région n'ont pas attirés de taxe, alors que le maximum de libéralisation fut finalement atteint en 2012 lorsque les tarifs sur les produits sensibles furent éliminés.

La nouvelle étape pour la SADC est de consolider les gains de la FTA en créant une Union des Douanes, un Marché Commun, une Union Monétaire, et éventuellement adopter une Devise Unique pour la région.

En ce qui concerne le développement de l'énergie, davantage de citoyens SADC ont désormais accès aux services énergétiques modernes et durables.

Ceci a été possible grâce à plusieurs initiatives, y compris l'établissement du Pool Énergétique de l'Afrique Australe (SAPP) – un organe régional qui coordonne la planification, la génération, la transmission et la commercialisation de l'électricité pour les services publics des États Membres de la SADC.

Pendant la seule année 2013, le SAPP a ajouté 1 360 mégawatts (MW) de nouvelle électricité au réseau régional, et la région prévoit d'installer plus de 6 000 MW en 2014 dans l'espoir de garantir que des réserves de production suffisante de capacité installée soient réalisées dans les prochaines années.

Une autre importante initiative régionale qui a amélioré l'accès à l'électricité pour les citoyens de la SADC est la mise en service en décembre 2009 du marché compétitif en électricité, communément appelé Marché de 24 heures (DAM).

Le DAM a permis au pays de la SADC de facilement vendre et acheter l'électricité en surplus de l'un l'autre, aidant ainsi certains États Membres à satisfaire leur demande énergétique croissante.

Sur le front politique, la coopération parmi les États Membres a réussi à consolider la paix et la sécurité dans la région.

La stabilité politique, la paix et la sécurité sont vues par la SADC comme la fondation pour le développement socio-économique.

En 1998, des troupes menées par la SADC ont aidé la RDC à défendre sa souveraineté lorsque certains pays voisins ont tenté de l'envahir, et la région continue de soutenir sa voie vers la reconstruction et la restauration d'une paix totale dans la partie est du pays.

L'implication de la SADC à Madagascar et au Zimbabwe est encore une autre histoire à succès, qui donne crédibilité à la capacité et l'efficacité de la SADC pour résoudre ses propres problèmes sans ingérence extérieure inutile.

En ce qui concerne la problématique des sexes, la SADC a fait d'important progrès dans le renforcement du rôle des femmes dans les prises de décision.

En août 2013, le 33^{ème} Sommet SADC des Chefs d'État et de Gouvernement a fait la nomination historique du Dr Stergomena Lawrence Tax de la Tanzanie en tant que première femme à assumer le poste de Secrétaire Générale de la SADC.

Selon le Suivi SADC 2013 sur la Parité des Sexes (SADC Gender Monitor 2013) sorti lors du 33^{ème} Sommet SADC tenu à Lilongwe, Malawi, la représentation des femmes au Sénat figure à plus de 40 pourcent aux Seychelles et en Afrique du sud, et environ 10 pourcent au Botswana et en RDC.

Six pays de la SADC (Angola, Mozambique, Les Seychelles, Afrique du sud, Tanzanie et Zimbabwe) sont assez proches de l'objectif de parité au parlement, ayant dépassé le seuil de 30 pourcent précédemment fixé par les leaders régionaux pour la représentation des femmes.

La moyenne de représentation SADC des femmes au parlement était de 25,8 pourcent à la mi-2013, jusqu'à 20,6 pourcent en 2005 et 23 pourcent en 2011, mais encore inférieur à l'objectif de 50 pourcent. □

Structure de la gouvernance politique SADC

SADC EST une organisation régionale qui vise à promouvoir un développement socio-économique durable et équitable en Afrique australe. Ses opérations sont centralisées au Secrétariat SADC basé à Gaborone, Botswana. Des décisions politiques et des politiques sur le développement régional et l'intégration sont prises par le Sommet SADC des Chefs d'État et de Gouvernement, et/ou par le Sommet SADC de la Troïka de l'Organe. Cette édition du *Southern Africa Today (Afrique Australe Aujourd'hui)* explore comment ces structures de gouvernance politique fonctionnent dans l'exécution de leurs responsabilités.

Sommet SADC

Le Sommet SADC est responsable de la direction politique générale et du contrôle des fonctions de la Communauté, en faisant finalement l'institution décisionnaire suprême de la SADC.

Il est composé de tous les Chefs d'État et de Gouvernement de la SADC et est géré par un système de Troïka qui comprend le Président du Sommet SADC en exercice, le Président entrant (le Vice-président de la période), et le Président précédent.

Par conséquent, avant que le 34^{ème} Sommet SADC ne soit tenu le 17-18 août aux Chutes Victoria, Zimbabwe, le Sommet Troïka était composé du Président Malawien Peter Mutharika (président en exercice), le Président Zimbabwéen Robert Mugabe (président entrant), et le Président Mozambicain Armando Guebuza (président précédent).

Cependant, après le 34^{ème} Sommet qui verra le Président Mugabe assumer la présidence, le Sommet Troïka sera composé du Zimbabwe (président actuel), Malawi (président précédent) et l'État Membre de la SADC qui sera élu Président Adjoint.

Le Système Troïka délègue le pouvoir dans ce groupe de trois leaders pour prendre des décisions rapides au nom de la SADC qui sont d'ordinaire prises lors de sessions politiques prévues à intervalles réguliers, ainsi que de fournir une direction politique aux

institutions de la SADC entre les réguliers Sommet SADC.

Ce système a été efficace depuis qu'il fut établi par le Sommet durant sa session annuelle à Maputo, Mozambique en août 1999. Lorsque nécessaire, d'autres États Membres peuvent être cooptés dans la Troïka.

Le système Troïka opère au niveau du Sommet, de l'Organe, du Conseil des Ministres, et du Comité Permanent des Hauts Fonctionnaires.

Le Sommet se réunit habituellement une fois l'an en août/ septembre.

Sommet Troïka de l'Organe

L'Organe SADC sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité est géré sur la base d'un système de Troïka et est responsable de promouvoir la paix et la sécurité dans la région SADC. Il est chargé de guider et fournir une direction aux États Membres concernant les affaires qui menacent la paix, la sécurité et la stabilité dans la région. Il est coordonné au niveau du Sommet, composé d'un Président, d'un Président Entrant et d'un Président Sortant, et rend compte au Président du Sommet SADC.

Le Sommet SADC et l'Organe Troïka sont mutuellement exclusifs, et le Président de l'Organe n'assume pas simultanément la présidence du Sommet. Tout comme la présidence du Sommet, la présidence de l'Organe est alternée annuellement.

La structure, les opérations et les fonctions de l'Organe sont réglementées par le Protocole sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité.

L'Organe a son propre plan stratégique, le Plan Indicateur Stratégique pour l'Organe (SIPO). □

Budget SADC

LES ÉTATS Membres contribuent au budget de la SADC et divers projets et programmes sont soutenus par les Partenaires Coopérants Internationaux (PCIs).

Les États Membres ont été encouragés à réduire leur dépendance sur le financement de bailleur pour l'intégration régionale et les programmes de développement.

"Nous convenons tous que les contributions devraient uniquement compléter nos efforts et ne devrait pas être le pilier de notre intégration régionale et de nos programmes de développement," a rappelé le Secrétaire Général de la SADC, Dr Stergomena Lawrence Tax, au 16^{ème} Comité Ministériel de l'Organe sur la Politique, la Défense et la Coopération en Sécurité (MCO) tenu à Swakopmund, Namibie en juillet.

Le ratio actuel de l'allocation des fonds SADC est 21 pourcent provenant des États Membres et 79 pourcent des Partenaires Coopérants Internationaux.

"Aussi longtemps que les contributions de bailleur constituent la source principale de notre financement, il nous sera difficile de réaliser indépendamment nos objectifs sans être à la merci des volontés des autres. C'est une situation inquiétante qui exige une attention immédiate," dit-elle. □



LA SADC profitera du programme africain d'infra

par Kizito Sikuka

AU MOINS sept projets d'infrastructure en Afrique australe furent présentés au récent Sommet de Dakar sur le Financement pour exécution dans le cadre du Programme pour le Développement de l'Infrastructure en Afrique (PDIA).

PDIA est un plan directeur pour la transformation de l'infrastructure africaine pendant la période 2012-2040.

Le programme fut adopté par les dirigeants africains en janvier 2012 et fournit une structure stratégique pour des projets prioritaires d'infrastructure destinés à transformer le continent en une région interconnectée et intégrée.

Afin de mobiliser l'investissement financier pour accélérer l'exécution du PDIA, le Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD) a organisé le Sommet de Dakar sur le Financement le 14-15 juin au Sénégal où un total de 16 projets stratégiques et régionalement équilibrés furent présentés à des bailleurs potentiels.

Sept d'entre eux sont situés dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC). Ceux-ci incluent le Projet Hydro-électrique Ruzizi III en République Démocratique du Congo (RDC); le Projet d'Expansion du Port de Dar es Salaam en République Unie de la Tanzanie; l'Artère Routière Serenge-Nakonde en Zambie; et la connexion Malawi-Zambie Fibre Optique Terrestre Lusaka-Lilongwe

TIC.

Les trois autres sont la Ligne de Transmission Zambie-Tanzanie-Kenya connectant les réseaux d'électricité des trois pays; le Projet Hydroélectrique Gorge Batoka impliquant la Zambie et le Zimbabwe; et le Projet du Pont Ferroviaire Brazzaville-Kinshasa et du Chemin de Fer Kinshasa Illebo en RDC.

"Les 16 projets furent sélectionnés en raison de leur importance stratégique, politique et économique en tant que projets régionaux phares," déclare le NEPAD dans un communiqué, ajoutant "qu'une fois mis en place, ces projets transformeront substantiellement la méthode employée par l'Afrique en commerce."

La totalité des 16 projets sélectionnés couvrent les trois principaux secteurs de l'énergie, du transport et de la Technologie de l'Information et de la Communication (TIC).

La construction de la centrale hydroélectrique de Batoka Gorge est supposée ajouter 1 600 mégawatts d'électricité, suffisamment pour réduire les pénuries en Zambie et Zimbabwe.

Puisque les deux pays sont connectés au Pool Énergétique de l'Afrique Australe (SAPP), qui coordonne la gestion de l'électricité dans la région, le projet de centrale énergétique profitera également à la région SADC.

Le projet de Batoka implique la construction d'un barrage de 181 mètres de gravité et l'installation de huit unités de 200MW avec l'électricité partagée équitablement entre les deux pays.

Le projet proposé Ruzizi III en RDC ajoutera un supplément de 147MW, et fonctionnera sur la centrale hydroélectrique au fil de l'eau avec trois unités énergétiques.

En ce qui concerne l'Inter connecteur Zambie-Tanzanie-Kenya le projet va améliorer l'intégration régionale et le commerce énergétique au sein et entre le SAPP et le Pool Énergétique de l'Afrique de l'Est (EAPP), ainsi que de connecter la Tanzanie au SAPP.

La rénovation du Port de Dar es Salaam Port inclura l'intensification et le renforcement du quai pour les vaisseaux de haute mer et l'augmentation de la capacité de gérer de plus gros vaisseaux.

Le port de Dar es Salaam est la deuxième porte d'entrée pour le commerce régional en Afrique de l'est après Mombasa, servant 90 pourcent du commerce international de la Tanzanie et une part importante du commerce de transbordement pour la Zambie, le Malawi, la RDC et l'Ouganda.

La réhabilitation de l'artère routière Serenge-Nakonde impliquera l'élargissement de la route, et son amélioration contribuera à la réduction du coût du transport routier le long des corridors Nord-Sud et de Dar es Salaam Corridors, ainsi que de réduire les pertes par accident pour le transport de voyageurs et de marchandises.

En ce qui concerne la fibre optique hertzienne Lusaka-Lilongwe TIC, le projet vise à faciliter l'interconnexion entre le Malawi et la Zambie.

Le Projet du Pont Chemin de fer Brazzaville-Kinshasa et du Chemin de fer Kinshasa Illebo en RDC inclura une artère routière jointe, un chemin de fer et un pont-chemin de fer, ainsi qu'un poste frontière inclusif. sardc.net □

La SADC prévoit de construire des centres de service climatique

LES PLANS sont à un stade avancé pour construire un total de 10 stations météorologiques automatiques dans la région pour améliorer la génération et la dissémination d'information sur la climatique.

Une station météorologique automatique mesure les divers paramètres météorologiques tels que la vitesse du vent, la direction du vent, la température, l'humidité et la pression ambiante.

Les données collectées dans la station météorologique peuvent être contrôlées sur le terrain ou transférées vers un serveur éloigné, économisant ainsi la main d'oeuvre humaine.

Le Conseil d'Administration de la SADC pour l'Infrastructure et les Services ont expliqué que la formation sur l'entretien et la calibration des stations météorologiques automatiques pour les techniciens ont déjà été menés, et les 10 stations

météorologiques automatiques seront bientôt livrées.

Ceci conformément au Plan Directeur pour le Développement de l'Infrastructure Régionale SADC, qui décrit les plans de développement de la région et les projets d'infrastructure pour les 25 prochaines années.

Pour la météorologie, la principale priorité pour la SADC est le renforcement du réseau d'observation météorologique dans la région SADC.

Un total de US\$81,5 millions est alloué pour la rénovation d'infrastructure, y compris les stations météorologiques automatiques pour superviser et analyser les données météorologiques et climatique.

L'accès aux informations climatiques correctes et pertinentes est critique pour les objectifs de planification puisqu'il permet aux citoyens de se préparer contre tous désastres relatifs à la météorologie tels que les inondations et les tempêtes. □

structure

LA SADC oeuvre à atteindre la sécurité aérienne

LES PAYS de l'Afrique Australe oeuvrent pour l'amélioration des normes de sécurité du transport aérien dans la région et la SADC s'est embarquée dans divers programmes et activités pour maintenir les standards les plus élevés.

Tous les États Membres de la SADC sont signataires de la Convention Internationale sur l'Aviation Civile (OACI) et sont tenus de se conformer à tous les standards de sécurité internationale et aux pratiques recommandées.

Selon les informations les plus récentes de l'OACI, la sécurité du transport commercial aérien dans la région SADC s'est améliorée durant les six ans du Programme de Développement Coopératif de la Sécurité Opérationnelle et du Maintien de la Navigabilité (COSCAP-SADC).

Le Projet COSCAP-SADC a permis aux États Membres de la SADC d'actualiser et moderniser leur législation et réglementations de leur aviation civile pour se conformer aux normes internationales de sécurité.

Le projet a renforcé la capacité de supervision de la sécurité des inspecteurs

gouvernementaux de la sécurité employés par les autorités de l'aviation civile, les agences ou les départements des États Membres.

De plus, le projet a facilité l'établissement de l'Organisation SADC pour la Sécurité de l'Aviation (SASO).

La SASO est supposée être opérationnelle d'ici décembre 2014, et siègera à Mbabane, Swaziland.

Les objectifs principaux de la SASO sont d'aider les États Membres à assumer leurs obligations de supervision de la sûreté dans un environnement de réglementations harmonisées de l'aviation civile nationale et des procédures techniques qui renforcent les normes et les pratiques recommandées de l'OACI. □

Tanzanie, Zambie d'accord sur la modalité des opérations de Tazara

LA ZAMBIE et la République Unie de Tanzanie ont convenu de décentraliser et transformer les opérations de l'Autorité du Chemin de fer Tanzanie-Zambie (Tazara) afin de le rendre commercialement viable.

Les deux gouvernements changeront la modalité de leurs intérêts dans la compagnie de chemin de fer, avec pour objectif d'améliorer sa rentabilité et autonomie.

Les gouvernements de la Tanzanie, Zambie et Chine ont construit le chemin

de fer dans les années 70 dans le but de réduire la dépendance économique de la Zambie enclavée sur la Rhodésie du sud (aujourd'hui Zimbabwe) et l'Afrique du Sud, les deux étaient hostiles et gouvernés par des gouvernements minoritaires blancs.

La ligne de Tazara fournissait la seule voie pour que le commerce de vrac à partir de la ceinture cuprifère de la Zambie atteigne l'océan sans avoir à transiter en territoires hostiles.

Le Ministre Tanzanien du Transport, Harrison Mwakyembe, a expliqué que dans le cadre des nouvelles modalités, chaque pays gèreraient des trains au sein de ses frontières.

"Auparavant, nous avions un train de voyageurs sur une route de Dar es Salaam à la Zambie mais la nouvelle modalité permet à chaque pays de gérer des trains de voyageurs au sein de ses frontières," expliqua-t-il, ajoutant qu'une réunion rassemblant les hauts fonctionnaires des finances, industrie et transport des deux pays se sont mis d'accord sur le nouvel accord.

Tazara, également connu sous l'appellation Chemin de fer Uhuru (*Chemin de fer de la Liberté*), est un transporteur crucial de cargo, surtout le cuivre et autres minerais des mines zambiennes au port de Dar es Salaam pour export vers les marchés outre-mer, par conséquent Tazara constitue un point d'accès pour les marchés commerciaux de l'Afrique de l'est et australe, ainsi que pour le transport de voyageurs. *Daily News* □

La Namibie utilisera des ports en cale sèche pour les pays de la SADC

LA NAMIBIE est déterminée à profiter pleinement de sa position géographique et à devenir un vrai point d'entrée économique pour la région de l'Afrique Australe.

Le Président Hifikepuno Pohamba a annoncé dans sa Déclaration sur l'État de la Nation que le pays est en cours de mettre en place des initiatives stratégiques qui garantiront que la Namibie devienne un centre de transport moderne pour l'import et l'export vers et à partir de l'Afrique australe.

Une partie de la stratégie verra la Namibie fournir des services tels que l'utilisation de ports en cale sèche pour les pays limitrophes enclavés dans la région SADC.

Un total de six États Membres de la SADC sont enclavés – Botswana, Lesotho, Malawi, Swaziland, Zambie et Zimbabwe.

Les neuf autres ont accès à la mer – Angola, République Démocratique du Congo, Madagascar, Île Maurice,



Mozambique, Namibie, Les Seychelles, Afrique du sud et République Unie de Tanzanie.

Les pays enclavés dans la SADC ont des besoins spéciaux pour les services de transport et de transit, et

habituellement supportent des frais élevés pour la capacité et l'accès aux marchés externes.

L'utilisation d'installations portuaires en cale sèche pour les pays enclavés réduira considérablement le coût d'import et export des marchandises, contribuant ainsi au développement socio-économique. Ce développement contribuera également à l'intensification de l'intégration régionale.

Une autre initiative stratégique pour la Namibie est le développement du Port Gateway SADC entre Swakopmund et Walvis Bay, ainsi que l'expansion du Port de Walvis Bay.

Walvis Bay est l'un des ports le plus actif et le plus populaire pour les vaisseaux de mer en raison de son port naturel en eaux profondes. □





Développement Industriel - Perspectives

par Munetsi Madakufamba

LE PREMIER obstacle important pour les économies SADC, comme c'est le cas dans la majorité des états africains, est un modèle de développement mené par la consommation et l'exportation de produit primaire.

Les limitations de ce genre de voie de croissance économique furent gravement exposées durant la récente crise économique globale lorsque la performance économique de la région fut sévèrement secouée. De plus, le modèle d'intégration régionale en Afrique a tendance à beaucoup trop se concentrer sur le commerce au dépend du développement du secteur industriel.

La SADC n'a pas fait exception.

En fait, ses plans directeurs successifs de développement ont identifié le commerce en tant que principale priorité pour le développement. Bien que les documents de la politique SADC aient systématiquement reconnu la nécessité de développer le secteur industriel afin d'accompagner l'emphase sur le commerce, le document cadre de politique industriel n'a été mis en place que tout récemment.

Le Cadre Politique de Développement Industriel SADC a été approuvé par la Commission des Ministres du Commerce en novembre 2012 et entériné par le Conseil des Ministres en février 2013 et n'est pas encore appliqué.

Le document politique identifie trois secteurs pour le focus initial à moyen terme: agro-alimentaire, enrichissement des minerais et produits pharmaceutiques.

Cela consistera un point clé pour discussion lors du 34^{ième} Sommet SADC, organisés par le Zimbabwe aux Chutes Victoria le mois prochain sous le thème, " Stratégie SADC pour la Transformation Économique: Exploiter les Diverses Ressources de la Région pour un Développement Économique et Social Durable par la Valorisation et la Valeur Ajoutée".

Un secteur industriel en expansion est essentiel pour soutenir le développement général économique et humain d'un pays en raison de l'effet multiplicateur dans la mesure où il promeut la valeur ajoutée et la génération d'emploi.

Un deuxième obstacle concerne les économies construites sur une base d'infrastructure économique faible, c'est-à-dire des réseaux routiers, ferroviaires et aériens médiocres et des pénuries d'énergie.

Troisièmement, le manque d'accès aux technologies modernes appropriées a limité la compétitivité industrielle et la capacité de s'engager dans la valeur ajoutée et la valorisation.

Quatrièmement, la majorité des pays manquent d'accès aux capitaux abordables pour investissement dans le développement industriel.

Finalement, lorsqu'elles opèrent individuellement, la plupart des économies SADC sont trop modestes pour jouir de la compétitivité qui vient avec les économies d'échelle, particulièrement en ayant à faire face à n'importe quels des obstacles cités ci-dessus.

LE DÉVELOPPEMENT industriel en Afrique a largement été une entreprise de coopération aux niveaux continental ou sous régional. De même le modèle africain comportant l'intégration de nombreux régimes politiques post coloniaux, individuellement ou collectivement en tant que communauté des marchés plus importants pour le commerce, avec peu de focus collectif tels que l'investissement dans la capacité industrielle et l'infrastructure économique.

Bien que reconnaissant la nature différentielle des états africains, l'État a poursuivi de nombreux modèles de développement surtout sous l'influence coloniaux, individuellement ou collectivement en tant que communauté tendance générale au succès limité. Sauf quelques exceptions, la plupart ont eu pour avoir un impact substantiel sur le développement humain avec des indicateurs essentiels tels que la pauvreté, le chômage et le revenu par habitant malheureusement toujours désynchronisés tandis que globalement l'État a eu une périphérie des affaires économiques internationales.

L'avenir de l'Afrique est prometteur si le continent parvient à prendre l'initiative pour s'embarquer sur une voie de développement basé sur des solutions africaines pour tirer le meilleur parti de nombreux avantages comparatifs dont il jouit par rapport aux autres régions. L'abondance de ressources, un dividende démographique présenté par la jeunesse et une population totale comparativement large, et des opportunités émergeant d'une intégration régionale plus profonde. □

Ces difficultés peuvent en fait présenter des opportunités majeures lorsqu'examinées sous un autre angle. Tout d'abord, la SADC est dotée de ressources naturelles, et a simplement besoin de transformer cela en avantage compétitif grâce à la valeur ajoutée et la valorisation.

Une opportunité correspondante est présentée par le dividende démographique de l'Afrique. Alors que d'autres régions du monde perdent leur dividende démographique, l'Afrique se vante d'avoir une population jeune, avec une proportion de jeune dans certains pays atteignant 65 pour cent en dessous de 35 ans.

Deuxièmement en raison de la dotation en ressources de l'Afrique, le continent est sous le point de mire des principales puissances — Chine, Europe et États Unis.

Pendant une telle attention, étant donné la nature attrayante des ressources de l'Afrique, peut mener à des conséquences malheureuses à moins que les dirigeants du continent prennent certaines décisions importantes, y compris d'insister sur le transfert technologique de manière à transformer les produits primaires en produits finis de valeur supérieure pour le commerce international.

Troisièmement, l'arrivée de la Chine et autres pays BRICS (Brésil, Russie, Inde, Afrique du sud) dans l'arène globale a démocratisé l'accès au capital et élargit les options. Le temps n'est plus où les décisions sur le flux de capitaux en Afrique était dicté par les anciennes métropoles coloniales. Shanghai et les autres marchés internationaux de capitaux offrent désormais un menu beaucoup plus varié pour les pays souhaitant attirer des investissements étrangers directs.



pour la SADC

nationale avec peu de
iel de développement
loniaux initialement
té dans le but de créer
ir les aspects de l'offre
mique.

ostcolonial en Afrique
des anciens pouvoirs
régionales, avec une
t lutté intérieurement
teurs de performance
t avec des objectifs
Africain demeure à la

décisions nécessaires
aines reposant sur les
u monde, notamment
population largement
d'économies d'échelle

Quatrièmement, le problème d'infrastructure a été correctement identifié et a par conséquent reçu l'attention politique en Afrique. La SADC a adopté son Plan Directeur pour le Développement de l'Infrastructure Régionale (RIDMP) en août 2012 en tant que stratégie de la sous-région pour le développement d'une infrastructure régionale intégrée afin de satisfaire à la demande projetée d'ici 2027.

Cinquièmement, l'intégration régionale offre la meilleure option pour que les états membres jouissent des économies d'échelle qui peuvent requérir de s'attaquer aux problèmes en cours. Par exemple, certains des projets d'infrastructure identifiés dans le cadre du RIDMP seraient logiques sur le plan économique uniquement s'ils sont exécutés en tant que projets sous-régionaux.

D'une perspective démographique, la population totale de la SADC est d'environ 280 millions, tandis que le continent entier se monte à un peu plus d'un milliard, ce qui

soutient favorablement la comparaison avec d'autres régions du monde.

Les difficultés rencontrées par la SADC et nombre d'autres économies africaines sont aussi diverses que le nombre de pays qui constitue le continent, et il est important de reconnaître dès le début que bien que l'Afrique soit un continent, elle n'est pas constituée d'un groupe homogène de pays, et il en va de même pour les nombreuses communautés économiques régionales réparties sur l'ensemble du continent.

Tous les pays en voie de développement qui ont réussi à faire la transition de statut de revenu faible, moyen, à revenu élevé, tels que la Chine et les Tigres de l'Asie de l'Est ainsi que les pays de l'Amérique Latine, y sont parvenu en comptant sur un secteur manufacturier solide comme moteur d'une économie de croissance orientée vers l'export.

Cet accomplissement a bénéficié du rôle proéminent du gouvernement, surtout dans la provision d'infrastructure dont la puissance magnétique a été la plus évidente en Chine en attirant de nouvelles industries et d'autres formes de développement.

La SADC et le reste de l'Afrique n'ont pour choix que de se démarquer de la voie de développement de consommation actuelle et de l'export de produit de base pour un modèle de développement plus durable basé sur la compétitivité industrielle.

Depuis les années 80, des zones spéciales économiques ont été introduites en Chine au moyen d'une expérimentation minutieuse, notamment en commençant dans la province de Guangdong avec l'histoire remarquable de Shenzhen qui fut transformé de ce qui fut jadis un village pêcheur en ville industrielle ultra-moderne.

Ce modèle a depuis été reproduit dans d'autres régions de la Chine, transformant le pays d'une économie auparavant essentiellement agricole en une qui aujourd'hui dérive environ 90 pourcent de ses revenus des secteurs industriels et de service.

La Chine soutient déjà des zones économiques spéciales en Égypte, Éthiopie, Île Maurice, Nigéria et Zambie, et quelques leçons peuvent être tirées de l'expérience de développement de la Chine.

Le succès du développement industriel de la Chine peut être attribué à une libéralisation économique progressive et stratégique, une politique efficace d'investissement direct étranger, des motivations pour les entreprises du secteur privé et publique, une stratégie de l'internationalisation pour les entreprises gouvernementales, la recherche et le développement, et des institutions étatiques dynamiques pour l'orientation politique.

Le succès est mené par un équilibre stratégique du protectionnisme et du libéralisme économique de la Chine; la politique d'IDE de la Chine et la politique de développement régional; et une croissance orientée sur l'export et une politique économique étrangère.

Deux fortes caractéristiques du rapide développement économique chinois sont la croissance menée par l'investissement et l'export, basée sur la capacité du gouvernement chinois à formuler une politique efficace de développement industriel tout en maintenant un environnement favorable à l'investissement étranger.

Afin d'attirer l'IDE sans menacer la croissance des industries nationales, la Chine a adopté des mesures qui incluent:

- Politiques industrielles régionales et stratégies de promotion d'export;
- Régimes orientés sur le développement et l'IDE durable qui favorisent le flux de capitaux, les coentreprises entre firmes locales et investissement étranger; et,
- Adoption de stratégies cohérentes pour des zones économiques spéciales.

L'expérience SEZ de la Chine offre donc une option viable si elle est minutieusement conçue avec les caractéristiques africaines.

Le modèle de développement jusqu'ici poursuivi par les pays africains et leurs CERS n'a pas réalisé avec succès les objectifs de développement désirés pour que le continent se sorte effectivement de son statut périphérique. L'état postcolonial africain doit prendre certaines décisions radicales. De telles décisions ne doivent pas être prises par d'autres au nom de l'Afrique.

C'est l'Afrique elle-même qui doit prendre ces décisions radicales, tirer des leçons et inspiration de l'expérience de la Chine et d'autres régions du monde. Ce n'est qu'ainsi que l'Afrique peut profiter pleinement de son abondance de ressource naturelle ainsi que de son atout démographique pour finalement se libérer de la cage d'hégémonie postcoloniale.

L'article est tiré d'un document présenté à une Conférence Internationale sur l'Industrialisation en Afrique organisée par l'Université Shanghai Normal en Chine en juin 2014.



L'Afrique lance le premier portail d'information sur l'énergie

L'AFRIQUE VA bientôt lancer le premier portail d'information sur l'énergie à travers tout le continent afin de permettre d'accéder à des données actualisées.

Le Réseau Afrique Information et Communication (AICN) rédigera des compte-rendus sur les progrès de l'Initiative Energie Durable pour Tous (SE4ALL) et fournira des informations sur l'impact des projets exécutés dans le cadre de cette initiative.

SE4ALL est une initiative lancée par les Nations Unies en septembre 2011, se concentrant sur trois objectifs, notamment:

- Garantir l'accès universel aux services d'énergie moderne;
- Doubler le taux global d'amélioration d'efficacité en énergie; et
- Doubler la portion de l'énergie renouvelable dans la palette énergétique mondiale d'ici 2030.

L'Afrique est en tête de file pour répondre à cette initiative,

avec 44 pays du continent ayant adopté le programme sur un total de 84 au niveau global.

Il est demandé aux états membres d'instaurer des mécanismes pour donner la priorité à l'accès universel aux services d'énergie moderne durable.

Le SE4ALL est coordonné par l'Agence NEPAD, la Commission de l'Union Africaine et la Banque Africaine de Développement.

Le Responsable de l'Énergie au NEPAD, Professor Mosad

Elmissiry a déclaré que l'accès opportun aux informations essentielles dans le cadre de l'Initiative SE4ALL et l'état de sa mise en oeuvre au niveau global, régional et national est un instrument puissant pour les intervenants africains visant à planifier efficacement et utiliser les opportunités financières facilitées par l'initiative pour l'Afrique.

Le centre d'information sera un outil important de suivi pour les responsables politiques, les investisseurs et autres destiné à rassembler et fournir des informations sur les projets d'énergie durable en Afrique. □

La SADC va explorer le Mécanisme pour le Développement Propre

L'AFRIQUE AUSTRALE a identifié deux projets pour examen dans le cadre du Mécanisme pour le Développement Propre (CDM).

Le CDM permet au pays engagé dans la réduction d'émission ou la limitation d'émission dans le cadre du Protocole de Kyoto pour mettre en place un projet de réduction d'émission dans les pays en voie de développement.

Ce mécanisme stimule le développement durable et les réductions d'émission, tout en donnant aux pays industrialisés une certaine souplesse à savoir comment remplir leurs objectifs de réduction ou limitation d'émission.

Suite à une session avec le Centre de Collaboration Régionale de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique, les services publics des États Membres du Pool Énergétique de l'Afrique Australe (SAPP) ont convenu de soumettre deux projets CDM programmatiques régionaux pour examen par l'ONU.

Il s'agit des diodes électroluminescentes (LED) et des chauffe-eaux solaires. LED est une technologie d'éclairage à grande efficacité énergétique et a le potentiel d'améliorer la

situation énergétique dans la région puisqu'elle utilise moins d'énergie et dure plus longtemps que l'éclairage incandescent, qui est aujourd'hui utilisé dans la majorité des pays de la SADC.

Les chauffe-eaux solaires ont la capacité d'assurer la disponibilité de l'énergie dans la région.

L'exécution de ces programmes de gestion de la demande a vu l'Afrique australe économiser environ 4 561 mégawatts (MW) d'électricité entre 2009 et 2013.

Il est envisagé que la région SADC économisera plus de 6 000 MW d'ici 2018 si de telles initiatives sont exécutées comme prévu.

Vers l'électrification rurale-- L'Angola a pour cibles 4 000 foyers ruraux

PLUS DE 4 000 foyers bénéficieront du programme d'électrification rurale en cours d'exécution en Angola.

Le Ministre de l'Énergie et des Eaux, João Baptista Borges a expliqué que le gros du projet de centrale énergétique d'une capacité de 7,5 mégawatts dans la province de Cuando Cubango aura pour but de profiter au milieu rural.

A cet égard, le service publique SAPP procède à la compilation des données pour la soumission de Formulaires d'Études Préliminaires au UNFCCC pour les deux projets programmatiques LED et les Chauffe-eaux Solaires.

Tous les services publics du SAPP ont indiqué leur volonté à participer dans les deux projets, avec le Centre de Coordination SAPP - basé à Harare, Zimbabwe - coordinateur des projets.

Le SAPP est un organe régional qui coordonne la planification, génération, transmission et commercialisation de l'électricité au nom des services publics des États Membres SADC. □

La Tanzanie alloue US\$512 millions pour l'électricité

LA REPUBLIQUE Unie de Tanzanie commencera bientôt sa seconde phase d'un programme d'approvisionnement en électricité pour les zones rurales suite à l'exécution réussie de la première phase.

Le projet d'électrification rurale, qui est en cours d'exécution par l'Agence d'Énergie Rurale (REA) est supposé dépenser 850 milliards de shillings tanzaniens (environ US\$513 millions) sur la deuxième phase.

La Responsable du Projet REA, Avera Mwijage, a annoncé que plus de 17 000 clients ont bénéficié de la première phase. « L'objectif initial était 20 000 clients ruraux, dit-elle, ajoutant qu' "A la finalisation de la première phase, nous avons reçu 20 000 demandes supplémentaires."

Mwijage a indiqué qu'il est prévu que la seconde phase connecte plus de 250 000 clients ruraux sur le réseau national. La REA est un organe autonome qui dépend du Ministère de l'Énergie et des Minerais. □



La sécurité alimentaire s'améliore en 2013/14

LES ESTIMATIONS finales régionales indiquent un surplus de céréale en 2013/14 pour la SADC de plus de 670 000 tonnes métriques, ce qui constitue une importante amélioration sur les quatre dernières années lorsque la production a stagné.

Une session extraordinaire des Ministres SADC de l'Agriculture tenue en juillet à Lilongwe, Malawi a constaté qu'une évaluation de la saison commerciale agricole 2013/14 révèle une amélioration considérable du surplus céréalier général comparé aux années précédentes.

"Les Ministres ont noté avec satisfaction que la sécurité alimentaire 2013/2014 dans la région a été stable et les prévisions pour 2014/2015 sont supposées s'améliorer grâce aux

conditions météorologiques favorables," stipule une partie d'une déclaration publiée par les ministres suite à leur session.

L'évaluation a révélé que la situation globale de la culture dans la région était satisfaisante malgré quelques déficits enregistrés dans les cultures individuelles telles que sorgho, blé, riz et millet.

Par exemple, le maïs – denrée de base dans la majorité des pays de la région SADC – a enregistré un surplus modeste mais important d'environ 326 000 tonnes pour l'année commerciale 2013/2014.

La production d'autres cultures telles que le manioc, qui est également une denrée de base dans certaines régions de l'Angola, de la République Démocratique du Congo, du

Production d'élevage	2009	2010	2011	2012	2013	Changement en % (2013 vs 2012)
Bovin	1390	1450	1510	1570	1600	1.9
Mouton	160	170	170	180	190	5.6
Viande de chèvre	160	170	170	180	190	5.6
Porc	1410	1420	1430	1440	1450	0.7
Volaille	2040	2130	2220	2310	2410	4.3
Lait	4750	4860	4970	5080	5180	2.0
Oeufs	610	630	650	670	690	3.0
Laine	2.6	2.7	2.8	2.9	3.02	4.0
Mohair	0.43	0.44	0.44	0.46	0.47	2.2

Malawi, du Mozambique, de la République Unie de Tanzanie et de la Zambie, était également supérieure aux besoins requis.

En ce qui concerne la production de bétail et halieutique, les ministres ont annoncé qu'il y a eu une augmentation, quoique modeste. La production de viande a augmenté de 2,8 pourcent des 5,68 millions de tonnes en 2012 à 5,84 millions de tonnes en 2013.

La production de lait et oeuf s'est majorée par deux et trois pourcent à 5,18 millions et 0,69 million de tonnes des 5,08 millions de tonnes et 0,67 million de tonnes, respectivement au cours de la même période. (Voir tableau)

Cependant, la région demeure encore un importateur net de produits d'élevage puisque la demande dépasse l'offre, par conséquent les ministres ont exhorté "les États Membres à accélérer l'exécution des programmes visant à augmenter la production de bétail et halieutique."

A cet égard, la région a adopté plusieurs mesures pour lancer la production et garantir la sécurité alimentaire de la région.

L'agriculture est l'épine dorsale de la plupart des économies en Afrique Australe. Par exemple, plus de 62 pourcent des 277 millions d'habitants de la région SADC dépendent de l'agriculture pour leur subsistance, selon le secrétariat de la SADC.

Le secteur contribue également entre 4 et 27 pourcent du Produit Intérieur Brut, environ 13 pourcent du total des revenus de l'exportation. □

Vers l'usage de semences agricoles améliorées

LA PROVISION de semences améliorées est l'un des intrants essentiels pour augmenter la production agricole et la sécurité alimentaire en Afrique australe.

L'accès aux semences améliorées est diverse à travers la région en raison d'une combinaison de facteurs, y compris l'accès limité aux ressources financières, la multiplication inadéquate de semences de base, les variations dans les systèmes de réglementations semencières parmi les pays, ainsi que la médiocrité des recherches d'extension agriculteur-liens commerciaux.

Par exemple, plus de 80 pourcent des agriculteurs en Afrique du sud utilise des variétés de semences améliorées, tandis qu'une moyenne d'environ 10 pourcent des agriculteurs utilise des semences améliorées dans le reste des États Membres.

Pour aborder le problème, la région a établi le Réseau SADC pour la Sécurité Semencière (SSSN) afin de mener l'harmonisation des politiques sur les semences.

Depuis lors, au moins neuf pays ont signé le Protocole d'Accord sur l'Harmonisation des Réglementations des semences dans la région SADC, pavant la voie pour la mise en oeuvre du système harmonisé de réglementations semencières. □

Adoption d'une stratégie régionale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle

LA SADC a adopté une stratégie régionale pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle alors que la région intensifie les efforts pour garantir que ses citoyens aient accès à une alimentation adéquate et nutritive.

La Stratégie Régionale pour la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle sera mise en place à partir de la période 2015-2025.

Son but principal est de servir de mécanisme régional pour faciliter la réalisation de l'accès universel, tangible, social et économique à une alimentation sûre, saine et nutritive afin de garantir le bien-être de la population de l'Afrique australe.

La stratégie, adoptée en juillet par les ministres responsables de la Santé et de l'Agriculture dans la SADC, est essentielle pour aider la région à réduire le nombre de personnes affectées par la famine extrême.

Dans le cadre du Plan Régional Stratégique Indicatif pour le Développement (RISDP) qui est en cours de révision, la SADC s'est fixé l'objectif de réduire de 50 pourcent la population affectée par la famine extrême d'ici 2015.

L'objectif de l'Union Africaine d'éliminer la famine sur le continent est fixé pour 2050, d'où la nature cruciale de la stratégie pour garantir que l'Afrique australe puisse respecter le délai.

Dans le cadre de la stratégie, les États Membres de la SADC feront la promotion de l'accès à l'alimentation indigène d'une valeur nutritionnelle élevée, y compris les denrées alimentaires traditionnelles localement disponibles.

Une valeur nutritionnelle de ce type est importante, en particulier pour les enfants. Par exemple, une bonne nutrition durant les 1 000 premiers jours de la vie d'un enfant est cruciale pour renforcer sa croissance intellectuelle, physique et sociale. □





Les Seychelles sont prêtes à adhérer à la SADC FTA

LES SEYCHELLES ont soumis une offre tarifaire qui détaille comment la nation insulaire de l'Océan Indien propose de réduire progressivement ses tarifs conformément à la Zone SADC de Libre Échange.

La réunion de la Commission des Ministres du Commerce à Gaborone, Botswana en juillet a approuvé l'offre tarifaire Des Seychelles concernant l'adhésion au Protocole sur le Commerce. L'offre tarifaire prouve la disposition Des Seychelles à rejoindre la SADC FTA.

Le pays prépare des Instruments d'Adhésion et de Mise en Oeuvre de manière à finaliser le processus. Cela portera à 13 le nombre d'États Membres qui participent pleinement à la SADC FTA.

Deux autres pays, l'Angola et la République Démocratique du Congo, ont annoncé qu'ils rejoindraient la FTA plus tard, et ont demandé un délai pour reconstruire leurs économies suite à des années de conflit armé.

La Zone de Libre Échange SADC fut inaugurée en 2008 lorsque 85 pourcent du commerce intra-régional parmi les États Membres a atteint des taux de droit nul.

La libéralisation tarifaire maximum fut atteinte en janvier 2012 lorsque le processus de réduction tarifaire pour les produits provenant de la liste des catégories sensibles des États Membres fut complétée.

Le focus actuel de la FTA est sa consolidation.

Une Matrice de Plan d'Action sur la Consolidation de la SADC FTA adoptée par les Ministres du Commerce en Août 2010 fournit un programme qui, entre autres activités, implique d'aborder les engagements en suspend de réduction tarifaire; l'élimination des barrières non-tarifaires; faciliter le processus d'adhésion au Protocole par tous les pays; résoudre les problèmes relatifs aux règles d'origine; les questions de facilitation des douanes et du commerce; les questions de réglementation

des standards, qualité et technique; les contraintes de l'approvisionnement; et la libéralisation de l'échange de services.

Les ministres ont félicité l'Île Maurice pour la libéralisation complète de toutes les taxes en souffrance sur les produits SADC complétant ainsi les processus de réduction tarifaire de la SADC.

Au début de l'année, l'Île Maurice est devenu le premier État Membre de la SADC à éliminer les taxes douanières sur

tous les produits importés d'ailleurs dans la SADC dans le cadre des efforts pour améliorer le commerce intra-régional.

Selon la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Île Maurice, tous les produits importés des pays de la SADC sont désormais détaxés à partir du 1er janvier 2014.

L'éligibilité pour l'exonération de taxe stipule que toutes les marchandises doivent être accompagnées d'un certificat d'origine SADC valide.

Les ministres ont demandé aux États Membres qui n'ont pas signé le Protocole relatif au Commerce des Services à s'en acquitter au cours du 34ième Sommet des Chefs d'États et de gouvernement de la SADC prévu en août aux Chutes Victoria, Zimbabwe.

Ils ont également exigé de ceux qui n'ont pas ratifié le Protocole d'initier les processus requis.

La libéralisation progressive du commerce des services est prévue dans le Protocole relatif aux Commerces des Services qui fut signé en août 2012.

Les négociations dans le cadre de ce Protocole ont commencé en 2012 et seront terminées pour avril 2015, afin de s'accorder aux calendriers nationaux des engagements sur l'accès au marché et le traitement national couvrant initialement six secteurs prioritaires: les services de la communication, construction, énergie, financiers, tourisme et transport. □



La SADC, l'UE parviennent à un accord EPA

LES NÉGOCIATIONS entre l'Union Européenne et la SADC sur un Accord de Partenariat Économique (EPA) furent conclues en juillet lorsque les deux parties sont parvenues à un accord.

L'accord entre l'UE et certains pays de la SADC ouvrira une perspective à long terme d'accès exempté de droit de douane et non contingenté au marché de l'UE pour des produits provenant du Botswana, Lesotho, Mozambique, Namibie et Swaziland, alors que l'Afrique du sud commercera avec l'UE sur la base de conditions améliorées qui s'appuient sur l'Accord existant de Commerce, Développement et Coopération UE-Afrique du Sud.

L'UE gagnera en retour un meilleur accès au marché SADC EPA, en particulier pour l'agriculture.

Le Botswana, Lesotho, Namibie, Swaziland et Mozambique jouissent actuellement de l'accès à l'UE hors taxe et sans contingent sur la base temporaire prévue dans les "Règlementations d'Accès au Marché".

Ce libre accès était supposé expirer le 1er octobre 2014 parce que ces pays n'ont pas ratifié l'accord intérimaire qu'ils ont négocié avec l'UE en 2007.

Cependant, l'accord régional récemment conclu remplacera un accord intérimaire existant et le libre accès à l'UE est basé sur cet accord.

Les membres du groupe SADC EPA continueront à protéger les secteurs sensibles contre les concurrents européens dans leur marché intérieur.

Dans le cadre de l'accord, l'UE a pris l'engagement

d'éviter de financer des exportations agricoles dans la région.

Le texte final de l'accord va maintenant être présenté pour signature et ratification selon les procédures nationales de chaque pays.

Le Groupe SADC EPA est composé de six des 15 États Membres de la SADC tel que mentionné ci-dessus. Les huit autres pays négocient au sein d'autres configurations régionales EPA.

Madagascar, l'Île Maurice, Les Seychelles, la Zambie et le Zimbabwe ont conclu un EPA intérimaire avec l'UE à la fin de 2007 et ont procédé à la signature en août 2009 à l'Île Maurice.

Ces pays ont désormais pris et complété les mesures vers la ratification afin que l'accord puisse être appliqué. □

La SADC va accueillir l'exercice de formation des Forces Africaines d'Intervention

LA REGION SADC accueillera le deuxième exercice de formation des Forces Africaines d'Intervention prévu au Lesotho en octobre.

Les préparations ont commencé en août 2013 pour l'exercice continental dont l'objectif principal est de tester la préparation au déploiement des Forces Africaines d'Intervention (ASF), avec un focus particulier sur l'aptitude de la Capacité de Déploiement Rapide dans les 14 jours suivant une décision par les autorités pertinentes.

L'exercice de formation jouera un rôle important dans l'évaluation de la préparation des ASF à réagir promptement aux conflits engendrés, libres de tous fardeaux politiquement et instrumentalement lourds.

L'exercice, baptisé Amani Africa II, fait suite à l'achèvement réussi du premier exercice continental de ce genre qui eu lieu en octobre 2010 à Addis Ababa, Éthiopie.

L'ASF est supposée consister en cinq brigades instaurées autour des capacités des communautés économiques régionales telles que la SADC.

Les Forces d'Intervention de la SADC sont l'une des brigades, les autres étant les Forces

d'Intervention de l'Afrique de l'Est, la Communauté Économique des Forces d'Intervention des États de l'Afrique de l'Ouest, la Communauté Économique des Forces d'Intervention des États de l'Afrique Centrale et la Capacité Régionale de l'Afrique du Nord.

Le plan est que les forces soient opérationnelles d'ici janvier 2016.

Les contingents d'intervention multidisciplinaire

seront stationnés dans leurs pays d'origine et prêts à être déployés immédiatement au cas échéant.

Une fois complètement opérationnelles, les ASF devraient cependant renforcer substantiellement la capacité de l'Afrique à intervenir dans les situations de crises et de conflit et faciliter la promotion de solutions africaines aux problèmes africains.

Amani Africa signifie "Paix en Afrique" en Kiswahili. □



La SADC va commencé à mettre en place le SIPO révisé

LA SADC est en plein processus de développement d'un plan de mise en oeuvre pour le Plan Indicateur Stratégique pour l'Organe sur la Politique, la Coopération en Défense et Sécurité (SIPO).

SIPO est un document stratégique quinquennal qui établit la structure institutionnelle SADC pour la coordination

politique et l'exécution politique, la défense et la coopération en sécurité, et fut tout d'abord développé en 2003.

Le plan couvre cinq secteurs clés -- politique, défense, sécurité de l'état, sécurité publique et police.

L'objectif principal du SIPO est de créer un environnement pacifique, politiquement stable et sûr à travers lequel la région réaliserait ses objectifs de développement socio-économique, d'éradication de la pauvreté et d'intégration régionale.

Suite au lancement officiel du SIPO Révisé en novembre 2012 à Arusha, République Unie de Tanzanie, le Secrétariat SADC est en cours de développer le Plan d'Exécution du SIPO afin de faciliter l'opérationnalisation du plan révisé.

Le plan d'exécution a depuis été soumis à la Commission Ministérielle de l'Organe pour considération en juillet 2014.

L'approbation des Chefs d'États et de Gouvernement est supposée être obtenue durant le 34^{ème} Sommet SADC en août aux Chutes Victoria, Zimbabwe.

Le plan présente, entre autres, les mécanismes pour établir une compréhension et appropriation communes par tous les intervenants pertinents du SIPO Révisé. □

Depuis son adoption en 2003, un certain nombre d'accomplissements ont été réalisés sous les auspices du SIPO, il s'agit notamment de:

- La facilitation de coopération parmi les États Membres de la SADC dans divers domaines de défense et sécurité;
- Permettre à la SADC de développer le Pacte SADC de Défense Mutuelle;
- Renforcer l'engagement régional vers une auto-défense collective et la préservation de la paix et de la sécurité dans la région grâce à l'instauration des Forces d'Intervention SADC;
- Contribuer immensément à la promotion et l'avancement de la coopération policière dans la région grâce à l'intégration de l'Organisation de la Coopération Régionale des Chefs de Police d'Afrique Australe en Commission Interétatique pour la Défense et la Sécurité;
- Permettre l'établissement du Centre Régional d'Alerte Rapide, qui est chargé d'aider à anticiper, prévenir et gérer les conflits; et
- Établissement du Conseil Consultatif Électoral de la SADC et de l'unité de médiation, composé des institutions qui traitent de gouvernance politique et d'observation des élections. □



LES FORCES SADC d'Intervention furent officiellement lancées au Sommet SADC des Chefs d'État et de Gouvernement Lusaka le 17 août 2007.

Constituée de composantes militaires, policières et civiles, les forces compteront sur les ressources promises par les États Membres dans un accord de confirmation.

Le mandat des Forces d'Intervention SADC est assez large et couvre:

- Les missions d'observation et de supervision;
- Les Opérations de Maintien de la Paix;
- Les interventions à la demande d'un État Membre pour restaurer la paix et la sécurité;
- Le déploiement préventif (de manière à stopper l'aggravation d'un conflit, ou d'empêcher qu'un conflit ne s'étende aux états voisins);
- L'édification de la paix dans une situation post-conflit (y compris le désarmement et la démobilisation);
- Les missions humanitaires en aide aux civils (relatives aux conflits ou désastres naturel); et
- Toutes autres fonctions autorisées par le Sommet SADC. □



Le Botswana et le Mozambique se préparent aux élections

SUITE AU bon déroulement des élections au Malawi et en Afrique du sud en mai, l'Afrique australe est prête pour une autre série puisque trois pays de plus se préparent à tenir des élections. Il s'agit du Mozambique et du Botswana le 15 et 24 octobre, respectivement, et la Namibie en novembre. Cet article portera sur les deux premières élections, au Botswana et Mozambique.

Le Mozambique attend un nouveau Président

LES ÉLECTIONS générales au Mozambique produiront un nouveau président pour le pays, le quatrième depuis l'Indépendance, puisque le Président en exercice Armando Guebuza ne se représentera pas après avoir servi son second et dernier mandat.

Selon le Conseil Constitutionnel du Mozambique (CNE), seul trois des 11 candidats présidentiels remplissent les conditions préalables pour participer aux élections présidentielle.

Ceux-ci incluent Filipe Nyussi du Frelimo - parti au pouvoir; Afonso Dhlakama, leader de l'ancien mouvement rebelle Renamo; et Daviz Simango du

Mouvement Démocratique du Mozambique (MDM).

Cependant, un total de 11 partis politiques, y compris le Mouvement Patriotique pour la Démocratie, Le Parti Syndicaliste pour la Réconciliation, le Parti Social Démocratique, et le Parti

Indépendant, participeront aux élections présidentielles et parlementaires, selon le CNE.

Près de 10,9 millions de personnes sont inscrites pour voter, un chiffre légèrement inférieur aux 12,2 millions d'électeurs potentiels projetés



par l'Institut National des Statistiques. Le nombre représente environ 89 pourcent de la population au-dessus de 18 ans.

Guebuza a appelé à la paix avant, durant et après les élections, et a encouragé le Frelimo et le Renamo de conclure urgemment un pacte afin d'en finir avec les hostilités qui ont vu des milices alignées au mouvement rebelle affronter les forces du gouvernement.

Le candidat du Frelimo, Nyussi, a déjà promis d'amener la fin de l'instabilité, disant que "la paix ne consiste pas à utiliser des armes pour résoudre les différends entre personne."

Nyussi, qui est actuellement le ministre de la défense, a promis de continuer à appliquer les politiques du gouvernement sortant.

Le Mozambique utilise un système électoral de représentation proportionnelle par province pour les élections parlementaires. Le candidat élu comme Président doit rassembler plus de 50 pourcent des votes valides, si aucun candidat ne reçoit plus de 50 pourcent des scrutins, un deuxième tour est organisé entre les deux candidats en tête.

Depuis l'indépendance en 1975, le Frelimo, qui est le mouvement de la libération qui a combattu pour l'indépendance du pays du joug du Portugal, n'a jamais perdu une élection. Au cours des dernières élections nationales tenues en 2009, Guebuza a gagné les élections présidentielles avec 77 pourcent des votes valides alors que le parti a obtenu plus des deux-tiers de la majorité au parlement.

Le Frelimo a obtenu 192 sièges parlementaires dans l'Assemblée Nationale d'un total de 250 sièges, tandis que le Renamo est parvenu deuxième avec 48 sièges et le MDM a obtenu huit sièges. Avec 39,2 pourcent, le Mozambique a la troisième proportion la plus élevée de femmes au parlement parmi les États Membres de la SADC. □

Le Botswana s'apprête aux élections

PRÉSIDENT IAN Khama a fixé le 24 octobre comme date des élections pour choisir les membres du parlement et a annoncé que le parlement sera dissout le 29 août.

Un nombre de partis y compris le Parti Démocratique du Botswana au pouvoir (BDP), Le Parti du Congrès du Botswana (BCP) et le Mouvement de l'Alliance du Botswana (BAM) prévoient de prendre part aux élections dans lesquelles on anticipe de nombreux nouveaux candidats, y compris une proportion plus large de femmes.

Avec l'objectif régional de 50 pourcent de femmes d'ici 2015, le gouvernement du Botswana et les partis politiques encouragent la nomination de femmes candidates. Les femmes constituent jusqu'à 55 pourcent de l'électorat au Botswana.

Le BDP – parti au pouvoir dirigé par Khama a promis d'élargir et diversifier l'économie à travers le développement agricole et la manufacture.

Le Parlement du Botswana a 63 sièges, desquels 57 sont remplis par votes directs. Quatre sièges sont réservés au parti de la majorité au Parlement, tandis que le Président et l'Avocat Général sont membres ex-officio.

Selon la Commission Électorale Indépendante du Botswana, un total de 823 306 personnes sont enregistrées pour voter par rapport à un total d'électeurs éligibles de plus de 1,4 million.

Le Botswana utilise un système électoral de circonscription de scrutin majoritaire pour les élections Parlementaires.

Les Membres Élus du Parlement agissent ensuite

comme un collège électoral pour choisir le Président.

Aux dernières élections tenues en 2009, le BDP a gagné 45 sièges contre quatre pour le BCP, un pour le BAM et six pour le Front National du Botswana. Le siège restant a été remporté par un candidat indépendant.

Un total de sept partis et 15 candidats indépendants ont pris part aux élections de 2009.

Dans un discours dans lequel il a annoncé l'intention de dissoudre le Parlement, Khama a exhorté les partis politiques à donner l'opportunité au peuple d'exercer ses droits pour élire un gouvernement de leur choix.

"C'est l'électorat seul qui, en votant donne à nos institutions gouvernementales leurs existences et légitimité>>>," déclara t-il. □

L'AFRIQUE AUSTRALE
SADC AUJOURD'HUI Vol 16 No 5 Août 2014

SADC AUJOURD'HUI
est produit en tant que source de référence des activités et opportunités dans la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe, et en tant que guide à l'attention des responsables politiques à tous les niveaux du gouvernement national et régional.

Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe
SADC Secretariat, SADC House, Private Bag 0095, Gaborone, Botswana
Téléphone +267 395 1863 Fax +267 397 2848/318 1070
Adel: registry@sadc.int Site web: www.sadc.int

SADC AUJOURD'HUI est publié six fois par an par le Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC) pour le Secrétariat de la SADC à Gaborone, Botswana, en tant que source de connaissance fiable sur le développement régional. Les articles peuvent être librement reproduits par les médias et autres, selon l'attribution.

RÉDACTEUR
Munetsi Madakufamba

COMITÉ DE RÉDACTION
Joseph Ngwawi, Kizito Sikuka, Eglina Tauya, Admire Ndhlovu, Phyllis Johnson, Danai Majaha, Shirley Pisirai, Anesu Ngadya

CONSEILLER À LA RÉDACTION

TRADUCTION
Marie-Laure EDOM

L'AFRIQUE AUSTRALE AUJOURD'HUI est soutenue par l'Agence de Développement Autrichienne, en soutien au Groupe Thématique SADC Énergie des Partenaires Coopérants internationaux co-présidé par l'Autriche.

© SARDC, SARDC, 2014

SADC AUJOURD'HUI accueille les contributions de particuliers et d'organisations au sein de la SADC, sous forme d'articles, photographies, fiches d'informations et commentaires et autres articles pertinents provenant de l'extérieur de la région. Les éditeurs se réservent le droit de sélectionner ou rejeter les informations et d'éditer en fonction de l'espace disponible. Le contenu ne reflète pas nécessairement les positions et opinions officielles de la SADC ou du SARDC.

SADC AUJOURD'HUI est publié en anglais, portugais et français, et est également disponible en version électronique à www.sadc.net Connaissance pour le Développement, lié à www.sadc.int

CONCEPT & MISE EN PAGE
Tonely Ngwenya, Anisha Madanhi

PHOTOS AND ILLUSTRATIONS
P1 lusakatimes.com, Zimbabwe Tourism Authority; P4 SADC Secretariat; P6 wordpress.com, skyscrapercity.com, panoramio.com; P7 www.anonscope.com, SARDC; P8 wordpress.com; P9 gomdwireless.com, diamond.co.za, sagoldpanning.com; P11 herald.co.zw, thevillager.com.na; P12 wikipedia.org; P13 forums.ssrc.org; P14 news.yahoo.com; P16 SADC Secretariat, republikein.com.na

Abonnez-vous aujourd'hui
SADC AUJOURD'HUI est disponible moyennant un tarif d'abonnement annuel pour six numéros par an: le tarif est de US\$55 en dehors du continent africain, y compris les frais d'affranchissement; US\$40 pour le reste de l'Afrique; et US\$30 pour la région de la SADC. Votre abonnement vous permettra de recevoir le bulletin d'information par avion ou courrier électronique. Pour plus de détails, veuillez contacter le Rédacteur.

Les correspondances concernant cette édition doivent être adressées au:

Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe (SARDC)
15 Downie Avenue, Belgravia, Box 5690, Harare, Zimbabwe
Tél: +263 4 791 141/791 143 Fax +2634 791 271
Adel: sadctoday@sadc.net
www.sadc.net
Connaissance pour le Développement

SARDC
Centre de Documentation et de Recherche de l'Afrique Australe

Août - Octobre

Août 17-18, Zimbabwe	34^{ème} Sommet SADC des Chefs d'État et de Gouvernement Les leaders de la SADC se réuniront pour discuter de l'intégration régionale et du développement, précédé d'une session de hauts fonctionnaires et du Conseil des Ministres. Le thème du sommet est "Stratégie SADC pour la Transformation Économique: Exploitation des Diverses Ressources de la Région pour un Développement Économique et Social Durable grâce à la Valorisation et à la Valeur Ajoutée". Durant le Sommet, Président Robert Mugabe du Zimbabwe assumera la présidence de la SADC.
25-29, Mozambique	43^{ème} Session du SAPP Les chefs des services d'électricité et les experts en énergie de l'Afrique australe se rassembleront dans la capitale mozambicaine, Maputo afin d'évaluer la situation de l'électricité dans la région. Les sessions considèreront les mesures entreprises par les États Membres afin d'aborder le problème de pénurie d'électricité dans la région.
A confirmer	Forum sur la Perspective Climatique Régionale en Afrique Australe Les scientifiques des services météorologiques nationaux des États Membres de la SADC se réuniront pour examiner la perspective climatique régionale, en utilisant les indicateurs de pluviométrie saisonnière afin de produire une prévision régionale pour la saison des pluies 2014/15.
Septembre 31 août-5 Sept, Suède	Semaine Mondiale de l'Eau - 2014: L'Énergie et l'Eau La Semaine Mondiale de l'Eau fournit un unique forum pour l'échange de vues, d'expériences et pratiques entre les communautés scientifiques, des affaires, politiques et civiques, ainsi qu'une nouvelle réflexion pour une action positive envers les problèmes relatifs aux eaux et à l'impact sur l'environnement, la santé, le climat, l'économie et la réduction de la pauvreté.
8-12, Angola	Congrès de l'Association des Services d'Électricité en Afrique (APUA) Le congrès verra les services d'électricité de toute l'Afrique se rassembler afin de délibérer sur comment ils pourraient améliorer les opérations et contribuer vers le développement socio-économique du continent.
21-23, Zimbabwe	Atelier Régional Préparatoire et de Négociation de la COP11 pour l'Afrique C'est une réunion préparatoire pour les points focaux nationaux tenue avant la 11 ^{ème} session de la Conférence des Parties (COP11) de la Convention sur la Préservation des Espèces Migratoires d'Animaux Sauvages.
23, New York	Sommet sur la Climatique Le sommet servira de forum public pour les dirigeants des états membres aux Nations Unies, ainsi que les leaders des milieux des finances, d'affaires et de la société civile afin de discuter les activités et solution possible pour aborder les problèmes posés par le changement climatique.
A confirmer, Botswana	Groupe Thématique de la SADC sur l'Énergie Le Groupe Thématique sur l'Énergie est une session de coordination des partenaires coopérants, d'experts, de la SADC et de ses organisations subsidiaires visant à discuter des manières d'assister la région à résoudre ses problèmes d'énergie.
Octobre 8-10, Namibie	3^{ème} Conférence Globale des Large Écosystèmes Marins Rassemblant les leaders internationaux de la gestion basée sur l'écosystème, la conférence vise à fournir une plateforme pour les pays dans le but de partager des expériences dans la mitigation et l'adaptation de politiques, en particulier pour les écosystèmes affectés par le changement climatique.
15, Mozambique	Élections Générales au Mozambique Les mozambicains iront aux scrutins le 15 octobre pour choisir de nouveaux dirigeants y compris le président et de nouveaux membres de l'Assemblée Nationale pour les cinq prochaines années.

34 Années

1980 – 2014

LA CONFÉRENCE de Coordination du Développement de l'Afrique Australe (SADCC), précurseur de la SADC, fut établie le 1er avril 1980, lorsque neuf chefs d'État ou de Gouvernement d'états de l'Afrique australe gérés par la majorité ont adopté la Déclaration de Lusaka – *Southern Africa: Towards Economic Liberation (Afrique Australe: Vers la Libération Économique)*. Les États Membres fondateurs étaient l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, le Mozambique, la Tanzanie, le Swaziland, la Zambie et le Zimbabwe. La Namibie est devenu le dixième membre dès l'obtention de son indépendance en 1990. □



Président H Pohamba de la Namibie, hôte du 30^{ème} Sommet SADC en 2010, avec les bénéficiaires de la Médaille SADC Seretse Khama – ancien Président de la Zambie, K Kaunda (gauche); ancien Président de la Namibie, S Nujoma; et ancien Secrétaire Général du Comité de Libération de l'OUA, Brigadier Général Hashim Mbita. Le premier bénéficiaire de la Médaille Khama fut le Président fondateur de la Tanzanie, Mwalimu Julius Nyerere en 1985.

La Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC) fut établie le 17 août 1992 lorsque les 10 États Membres ont signé la Déclaration, le Traité et le Protocole de Windhoek, Namibie. Le Traité fut ratifié par les États Membres en septembre 1993. Cela était basé sur la conclusion par les Chefs d'États et de Gouvernement que l'indépendance politique était presque complète dans la région. Dans le nouveau Traité, ils ont promis de "renforcer et consolider les affinités de longue date historiques, sociales et culturelles et les liens parmi les peuples de la région." L'Afrique du sud a signé et accédé au Traité après que les élections majoritaires aient éliminé l'apartheid en 1994. L'Ile Maurice a adhéré en 1995, Les Seychelles en 1997, et Madagascar en 2005.



Derrière à partir de la gauche: Dick Matenje, représentant du Malawi; Robert Mugabe, Premier Ministre-désigné du Zimbabwe indépendant; Rt Hon. Prince Mabandla Dlamini, Premier Ministre du Royaume du Swaziland; Hon. Mooki Vitus Molapo, Ministre du Commerce et du Tourisme, Royaume du Lesotho. Devant à partir de la gauche: H.E. José Eduardo dos Santos, Président de l'Angola; H.E. Sir Seretse Khama, Président fondateur du Botswana; H.E. Dr. Kenneth David Kaunda, Président fondateur de la Zambie; H.E. Samora Moises Machel, Président fondateur du Mozambique; H.E. Mwalimu Julius K Nyerere, Président fondateur de la République Unie de Tanzanie



Une Lanterne sur le Kilimanjaro

"Nous, people du Tanganyika, souhaiterions allumer une Lanterne et la placer au sommet du Mont Kilimanjaro ou brillerait au delà de nos frontières, offrant de l'espoir là où il n'y avait que désespoir, de l'amour là où il n'y avait que haine et de la dignité là où il n'y avait qu'humiliation."
Mwalimu Julius Nyerere à l'Assemblée Législative du Tanganyika, Dar es Salaam, 22 octobre 1959

JOURS FÉRIÉS DANS LA SADC

Août-Octobre 2014

1 août	Journée des Parents	RDC
4 août	Journée des Agriculteurs	Zambie
8 août	Journée des Paysans NaneNane	Tanzanie
9 août	Journée Nationale des Femmes	Afrique du Sud
11 août	Journée des Héros	Zimbabwe
12 août	Journée des Forces de Défense	Zimbabwe
15 août	Journée de l'Assomption	Madagascar, Ile Maurice, Les Seychelles
17 août	Journée de la SADC *	Tous
26 août	Journée des Héros	Namibie
30 août	Ganesh Chaturthi	Ile Maurice
1 septembre	DanseUmhlanga Reed	Swaziland
6 septembre	Somhlolo Journée de l'Indépendance	Swaziland
17 septembre	Journée Nationale des Héros	Angola
24 septembre	Journée de l'Heritage	Afrique du Sud
25 septembre	Journée des Forces Armees	Mozambique
30 septembre	Journée du Botswana	Botswana
4 octobre	Journée de la Paix et de la Réconciliation Nationale	Mozambique
4 octobre	Journée de l'Indépendance	Lesotho
14 octobre	Journée Mwalimu Julius Nyerere Day	Tanzanie
15 octobre	Journée des Mères	Malawi
15 octobre	Journée des Elections	Mozambique
24 octobre	Journée des Elections	Botswana
24 octobre	Journée de l'Indépendance	Zambie

* La Journée de SADC n'est pas un Jour férié mais une commémoration de la signature du Traité SADC le 17 août 1992